

ASSOCIATION LES AVENTURIERS DE RONSARD

Siège Social : 6 avenue du 8 mai 1945 – 17610 CHANIERES SAINTES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

ASSOCIATION LES AVENTURIERS DE RONSARD

6 avenue du 8 mai 1945
17610 CHANIERES

Mesdames, Messieurs les Adhérents,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LES AVENTURIERS DE RONSARD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la comptabilisation des prestations servies par la CAF et la MSA ainsi que des remboursements de formation.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité

d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.
- Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.
- S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SAINTES, le 3 juin 2025

Cabinet AUDIT BASSANT, LANGLET & Associés,
Membre de la Compagnie Régionale OUEST ATLANTIQUE

Christophe LANGLET,
Signataire



BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	103	103		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	158 236	158 109	127	0.08
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	14 605	127	14 478	NS
	Situation nette (sous total)	172 945	158 339	14 605	9.22
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	24 267	27 095	2 828	10.44
	Provisions réglementées				
	Total I	197 212	185 434	11 777	6.35
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques				
PROVISIONS	Provisions pour charges	31 946	32 410	464	1.43
	Total III	31 946	32 410	464	1.43
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	8	8	0	3.13
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	9 541	10 745	1 204	11.20
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	28 109	24 725	3 384	13.69
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	90	487	397	81.54
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance				
	Total IV	37 748	35 964	1 783	4.96
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	266 906	253 809	13 097	5.16

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

37 748

35 964

LYA EXPERTISE

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations	3 970		4 020		50	1.24
Ventes de biens et services						
Ventes de biens	1 392		2 022		630	31.15
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	97 048		185 590		88 542	47.71
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	240 740		137 335		103 405	75.29
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	701		13 223		12 522	94.70
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits						
Total I	343 851		342 190		1 661	0.49
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises	16		605		589	97.38
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	40 274		57 263		16 990	29.67
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	5 327		5 447		120	2.21
Salaires et traitements	232 520		221 140		11 380	5.15
Charges sociales	49 931		50 479		549	1.09
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 414		5 979		1 435	24.00
Dotations aux provisions			5 139		5 139	100.00
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	45				45	
Total II	335 526		346 053		10 527	3.04
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	8 325		3 863		12 188	315.53

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

1 134

74

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	2 444	2 302	143	6.21
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	2 444	2 302	143	6.21
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	2 444	2 302	143	6.21
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	10 770	1 561	12 331	789.86
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	1 156	593	563	94.85
Sur opérations en capital	2 828	1 186	1 642	138.46
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V	3 984	1 779	2 205	123.92
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	136	81	55	68.14
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI	136	81	55	68.14
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	3 848	1 698	2 150	126.58
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	12	10	2	20.00
Total des produits (I+III+V)	350 280	346 271	4 008	1.16
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	335 674	346 144	10 470	3.02
5. EXCEDENT OU DEFICIT	14 605	127	14 478	NS

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature	18 591	18 655	64	0.35
Prestations en nature	61 333	56 628	4 705	8.31
Bénévolat	3 057	2 164	893	41.26
TOTAL	82 981	77 447	5 534	7.15
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature	12 291	9 217	3 074	33.35
Mise à disposition gratuite de biens	18 591	18 655	64	0.35
Prestations en nature	49 042	47 411	1 631	3.44
Personnel bénévole	3 057	2 164	893	41.26
TOTAL	82 981	77 447	5 534	7.15

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Actuellement en travaux au 6 avenue du 8 mai 1945, l'ensemble des activités sont réalisées au "Maine Allain" chemin des Genêts à Chaniers. Les perspectives d'accès aux nouveaux locaux sont pour Aout 2026, sauf retard de travaux.

La CAF17 qui est à l'origine d'une partie du financement des Heures d'activités Périscolaires et Extrascolaires, a fait évoluer sa participation financière avec 2 nouveaux modes de participations complémentaires sous conditions particulières :

- * Pour la partie PSO (prestation de service ordinaire) Un Bonus " INCLUSIF "
(Accueil des enfants en situation de handicap)
- * Pour la partie CTG (convention territoriale globale) Un Bonus " DEGEL "
(Heures d'Accueil "nouvelles" au-delà des heures contractualisées)

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Changement de méthode

Les changements de méthode de présentation, survenus au cours de l'exercice, sont les suivants :

- 1 - Les prestations services et participations concernant la CAF et MSA étaient

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

affectées au comptes 7080 et 7081 jusqu'au 31/12/2023 et ont été traitées à partir du 1er janvier 2024 dans les comptes 731/732 Concours publics pour une valeur de 87 432 euros.

Le cumul des prestations services en 2024 de 97 048 aurait du être à 184 482 euros contre 185 590 en 2023.

Les Concours publics qui paraissent maintenant avec les Produits de tiers financeurs (comptes 73 + 74 Subventions) représentent 240 740 euros pour 2024 contre 137 335 euros en 2023.

Sans les Concours publics en 2024, les subventions auraient été de 134 456 euros.

2-Application des nouvelles normes du plan comptable en 2024.

Les remboursements IJ Cbam qui représentent 8 523 euros en 2024 ont été affectés au crédit des comptes 649, alors qu'en 2023 ces remboursements étaient de 3 026 euros et affectés en transfert de charges aux comptes 79164.

Les remboursements de formations et frais de déplacements en formations qui représentent 11 558 euros en 2024 ont été affectés au crédit des comptes de charges 6283 et 6253. En 2023 ces remboursements représentaient 9 965 euros et figuraient aux compte 79163 transfert de charges.

Informations générales complémentaires

Objet Social de l'association :

L'Association a pour objet de proposer aux familles des accueils ludiques et éducatifs dans le temps libre des enfants et des adolescents, qui favorise l'exercice progressif de l'autonomie, de la responsabilité et de la citoyenneté.

Nature de l'activité :

Favoriser dès l'enfance, le développement harmonieux de la personne, le développement physiologique, le développement psychomoteur, le développement affectif, le développement intellectuel, sachant que chacun interfère avec les autres.

Favoriser dès l'enfance, l'accession de la personne à son autonomie, c'est-à-dire à la capacité de déterminer par soi-même ses actes et ses comportements et de les mettre soi-même en œuvre, en toute responsabilité, dans un cadre sécurisé et sécurisant en fonction des capacités de chacun et compte-tenu des contraintes de l'environnement.

Contribuer, dès l'enfance, à la formation du citoyen (personne sociale), à l'apprentissage de la responsabilité, à la pratique de la solidarité, à l'entraînement à la vie démocratique, à la compréhension et au respect des autres.

. Accueil périscolaire et toute autre activité assimilée,

. Centre de loisirs,

. Accueil des adolescents,

. Mini-séjours et camps,

Pour la réalisation de son objet, l'association a pour moyen principal les ressources suivantes :

. Les cotisations versées par ses membres,

. La contribution de ses adhérents pour les activités et services réalisés par la structure,

. Les subventions (et contributions volontaires) attribuées par les collectivités territoriales (telle que la commune, la communauté d'agglomérations, le département ou la région) l'état, et/ou toutes structures publiques ou sociales (CAF, MSA...),

. Des dons privées, associations et des particuliers.

Hypothèses de calcul des Indemnités de départ à la retraite (IDR) -

Convention collective Idcc 1518 - BO 3246 : Métiers de l'Education, de la Culture, des Loisirs, et de l'Animation agissant pour l'utilité sociale et environnementale, au service des Territoires (ECLAT)

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

La provision pour pensions et obligations similaires, correspond à la prise en charge des obligations légales ou contractuelles conférant des droits à la retraite au personnel.

La provision n'est pas obligatoire, mais recommandée. Il s'agit d'anticiper les droits qui seront versés par l'Association lorsque ses salariés prendront leur retraite (indemnité de départ). La provision a été ajustée en fonction du personnel présent en CDI et de l'ancienneté acquise.

L'Association a décidé de provisionner dans ces comptes le montant des engagements pour Départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 31 946 euros (départ volontaire à la retraite)

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

Le salaire en fin de carrière

Les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté

La quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective

Le départ volontaire ou à l'initiative du salarié

L'âge de départ à la retraite : 65 ans

Le taux de rotation du personnel : Lent

Le taux moyen d'augmentation des salaires : 2.00%

Le taux d'actualisation retenu : 3.38%

Le taux moyen des charges sociales : 28%

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Constructions sur sol propre	34 465		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	10 314		198
Matériel de transport	40 825		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	35 880		779
TOTAL	121 484		977
Autres titres immobilisés	25		
TOTAL	25		
TOTAL GENERAL	121 509		977

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Constructions sur sol propre			34 465	34 465
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			10 512	10 512
Matériel de transport			40 825	40 825
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		100	36 559	36 559
TOTAL		100	122 360	122 360
Autres titres immobilisés			25	25
TOTAL			25	25
TOTAL GENERAL		100	122 385	122 385

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Constructions sur sol propre		34 465			34 465
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		6 335	1 704		8 039
Matériel de transport		1 712	4 083		5 795
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		33 561	1 626	100	35 087
TOTAL		76 073	7 414	100	83 386
TOTAL GENERAL		76 073	7 414	100	83 386
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.techniques matériel outillage indus.	1 704				
Matériel de transport	4 083				
Matériel de bureau informatique mobilier	1 626				
TOTAL	7 414				
TOTAL GENERAL	7 414				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	103				103
Report à nouveau	158 109		127	0-	158 236
Excédent ou déficit de l'exercice	127				14 605
Situation nette	158 339		14 605		172 945
Subventions d'investissement	27 095			2 828	24 267
TOTAL I	185 434		127	2 828	197 212

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	32 410		464		31 946
TOTAL	32 410		464		31 946

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	237		237		
TOTAL	237		237		
TOTAL GENERAL	32 647		701		31 946
Dont dotations et reprises d'exploitation			701		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	6 775	6 775	
Divers état et autres collectivités publiques	37 005	37 005	
Débiteurs divers	3 310	3 310	
Charges constatées d'avance	4 801	4 801	
TOTAL	51 891	51 891	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	8	8		
Fournisseurs et comptes rattachés	9 541	9 541		
Personnel et comptes rattachés	11 508	11 508		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 141	13 141		
Impôts sur les bénéfices	12	12		
Autres impôts taxes et assimilés	3 449	3 449		
Autres dettes	51	51		
TOTAL	37 709	37 709		

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 10 ans

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	40 316
Total	40 316

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 549
Dettes fiscales et sociales	18 173
Autres dettes	46
Total	22 776

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	4 801
Total	4 801

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
Subvention exploitation CDA	114 655
Subvention exploitation CAF	6 600
Subvention exploitation Aides à l'emploi	13 201
Total	134 456

Subvention Investissement : 28 281,25 euros

Compte 777000 / 131500 / 139150

Période	Montant	Solde Subv	Cumul subv
2023	1 186,00	27 095,25	1 186,00
2024	2 828,13	24 267,13	4 014,13

Répartition par secteur géographique	Montant
Chaniers Pasteur (Maine Allain)	134 456
Total	134 456

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	1
Employés	9
Total	10

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 3 600 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes :
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 :